

Éric MARLIÈRE

Docteur en sociologie, chercheur associé au CESDIP/CNRS/ ministère de la Justice, chargé de cours à l'université Paris XIII et intervenant à l'université de St Quentin en Yvelines.
eric.74@tiscali.fr

Les rapports entre “ jeunes de banlieue ” et institutions républicaines : entre distance, méfiance et défiance dans le territoire de la cité

Résumé :

Les rapports difficiles entre les jeunes des cités et les institutions sont bien connues. Mais ce qui l'est moins c'est la connaissance des enjeux locaux où l'histoire locale, les rôles par toujours définies des institutions de quartier (en l'occurrence l'association de Prévention) ou encore l'attente et l'espoir des jeunes. En s'intéressant aux transformations sociales qui ont provoqué le délitement des « banlieues rouges » et la désindustrialisation, nous nous sommes intéressés aux rapports qui existent entre les éducateurs de prévention et les jeunes fils d'ouvriers et d'immigrés pour la plupart. Les tensions entre ces jeunes et les éducateurs se sont accrues dans le courant des années 90 et l'action sociale locale semble aujourd'hui à la fois paralysée par la crise économique, la précarisation, le désespoir de ces jeunes et les compétences parfois confuses des éducateurs qui travaillent dans l'espace résidentiel du quartier observé.

Introduction

En partant d'une enquête ethnographique d'une ancienne “ banlieue rouge ” proche de Paris, nous nous sommes intéressés d'une part à la décomposition du monde ouvrier et du système social qui l'accompagnait puis aux trajectoires des enfants d'ouvriers et d'immigrés qui ne peuvent plus devenir ouvriers, d'autre part. Les mutations récentes connues dans ce quartier pourraient ainsi se résumer au passage de l'ère ouvrière à une société post-industrielle, transition qui remet en cause en quelque sorte “ l'existence ” des populations ouvrières et immigrées qui y vivent.

Ces mutations ne sont pas sans incidences du point de vue des populations ouvrières qui se sentent menacées par la désindustrialisation et la volonté de “ mixité sociale ”. Depuis l'entre-deux-guerres, la population ouvrière s'est installée dans cette proche banlieue de Paris en raison de l'arrivée massive d'entreprises et d'usines¹. Au début des années 1980, les

¹ Tout d'abord nous avons eu l'exode rural avec l'arrivée massive d'enfants de paysans en provenance du Nord, des Pays de Loire et du Centre selon les recensements de 1926 et 1931. Puis, dans les années 1950 ce quartier a été habité par les enfants de ces migrants, première génération d'enfants d'ouvriers. Enfin, dans les années 1970 cette population ouvrière a fait place, depuis deux générations, au travailleur originaire d'Afrique du Nord. À

“ banlieues rouges ” s’étioilent à l’image de notre quartier confronté à la désindustrialisation et à la “ crise ” : ce quartier est le deuxième de France à être passé sous l’égide des politiques de la ville, après celui bien plus célèbre des Minguettes dans la banlieue lyonnaise. Nous nous intéresserons plus précisément à un seul type d’action sociale à savoir celui de la prévention spécialisée. Et plus particulièrement on se penchera non pas sur les modes d’action des éducateurs² ni sur leurs relations de service³ mais plutôt sur la perception qu’ont ces jeunes de ces professionnels présents dans leur espace territorial.

I / Bref retour historique

La question du territoire apparaît centrale dans l’appréhension des modes de sociabilité des “ jeunes de cité ”⁴. Ainsi, la notion de territorialité y est utilisée en tant que support des pratiques culturelles et de manifestations symboliques qui animent ces jeunes dans leur espace résidentiel. Enfants d’ouvriers et d’immigrés, les jeunes observés pour les besoins de l’enquête ont développé des rapports sociaux spécifiques au carrefour d’un syncrétisme d’influences culturelles : traditions “ ruralo-maghrébines ”, présence d’un islam urbain et individuel, persistance de vestiges culturels ouvriers, manifestation d’une “ culture de rue ”, influence de la socialisation scolaire (notamment pour les diplômés), intériorisation des normes de la culture du pays d’accueil, intérêt prépondérant pour les médias hollywoodiens et la société dite de consommation. Loin d’être “ anomiques ”, les pratiques territoriales de ces jeunes sont donc fixées par des règles empruntées de l’islam et régies par des codes culturels communs qui leur sont propres, ce qui explique dans nos travaux la présence du concept de “ cadre primaire ” utilisé par Goffman. Ces modes de vie qui leur sont spécifiques – notamment en ce qui concerne l’héritage arabo-musulman – ont façonné en eux une manière de vivre mais également des schèmes d’interprétation du monde dans lequel ils évoluent. Ceci explique d’une certaine manière l’hostilité qui les anime face aux associations de quartier, la police ou encore la municipalité, même si l’importance de l’histoire sociale locale est déterminante dans leur construction identitaire :

1 / Une dizaine de jeunes dans la cité étudiée au cours des années 1970 et 1980 sont fichés au grand banditisme, ce qui explique les rapports tendus et conflictuels avec la police ;

2 / Au début des années 1980, suite à la mise en place des DSQ, le quartier connaîtra un important développement d’associations et d’institutions chargées de s’occuper de la jeunesse. Mais le tissu associatif à la fin des années 1980 va vite s’essouffler en raison de détournement politique ou de malversations individuelles ;

3/ La première guerre du Golfe et la construction de l’image médiatique et policière des “ jeunes issus de l’immigration ” comme étant des alliés objectifs de Saddam Hussein en 1991 ;

4 / L’apparition de l’Islam à la fin des années 1980 et les arrestations de certains “ barbus ” dans le quartier en 1995 ;

5 / La transformation urbanistique ainsi que la rénovation de la cité remettent en cause la présence de ces jeunes dans le quartier qui les a vus naître et grandir. Ces jeunes perdent les

l’époque de l’enquête de terrain, nous parlons des enfants d’immigrés et d’ouvriers qui ne peuvent plus devenir ouvriers.

² Plusieurs fois étudiés par de nombreux sociologues : J. ION, J.-P. TRICART, *Les travailleurs sociaux*, Paris, La Découverte, 1998 ; J. VERDÈS-LEROUX, *Le travail social*, Paris, Minuit, 1978 ; F. BAILLEAU, N. LEFAUCHEUR, V. PEYRE (eds), *Lectures sociologiques du travail social*, Paris, Les éditions ouvrières, 1985.

³ S. BOUJUT, “ Le travail social comme relation de service ou la gestion des émotions comme compétence professionnelle ”, *Déviance et société*, 2005, 29, 2, pp.141-153.

⁴ Pour mieux connaître la nature des modes de sociabilité des enfants d’immigrés qui vivent dans des logements sociaux, je renvoie à mon livre É. MARLIÈRE, *Jeunes en cité. Diversité des trajectoires ou destin commun ?*, Paris, L’Harmattan, 2005.

repères territoriaux passés (traces physiques de l'espace ouvrier) et ne peuvent se projeter dans l'avenir (arrivées des activités tertiaires et de bureau).

Le territoire devient alors pour eux le support de pratiques identitaires mais également le soutien de modes de sociabilité communes où l'on note une mise à distance des travailleurs sociaux, des résistances envers les acteurs politiques voire des formes de défiance vis-à-vis de la police. Dans ce contexte nous étudierons une forme d'action sociale sur un territoire local à savoir la prévention spécialisée et son impact sur les jeunes.

II / L'éducateur spécialisé mis entre deux accusations : profit personnel ou espionnage

Les politiques de la ville et les restructurations de quartier vont changer la physionomie géographique du quartier à la fin des années 1980. Durant ces années-là, le quartier est alors confronté à de la " désorganisation sociale " au sens où l'entend Durkheim à savoir des mutations qui se révèlent violentes pour les populations ouvrières ; chômage, exclusion, racisme, délinquance, trafic de drogue⁵, violence " anomique " des comportements qui vont toucher en premier lieu la dernière génération ouvrière du quartier. Autrement dit, la plupart des enfants d'ouvriers et d'immigrés sont donc touchés par ces mutations et vont alors modifier leurs comportements. La prise en compte de cette situation désastreuse par les pouvoirs publics, ne tardera pas et se traduira par un mouvement associatif sans précédent dans l'histoire du quartier. Les interventions des politiques publiques vont alors altérer les " fléaux sociaux " comme la violence et la grande délinquance présentes depuis la fin des années 1970. La présence d'une institution comme l'Association de Prévention⁶ s'explique par un passé local très turbulent. La banlieue défavorisée est l'objet d'un intérêt particulier pour les politiques publiques puisqu'elles solliciteront auprès de l'État, des collectivités territoriales et des municipalités des moyens financiers importants⁷. À la fin des années 1990, les rapports entre les éducateurs de l'Association de Prévention et les jeunes de ce quartier varient en fonction des attentes de la jeunesse. Toutefois, on note un fossé conséquent entre les pratiques de ses professionnels et la perception qu'en ont les jeunes âgés d'une vingtaine d'années ; le travailleur social dans sa pratique est distant des espoirs et des aspirations de la majorité des plus jeunes.

" Eux, ils sont marrants, ils sont juste là pour boire un café, poser des questions et toucher une barre à la fin du mois. Vas-y c'est un truc de fou sur La Mecque ! " (20 ans, parents d'origine marocaine, vendeur de cannabis, sans diplôme, rapport distant avec le marché de l'emploi et des institutions en général).

La perception de la pratique du travail social se révèle comme négative. Les éducateurs de l'A.P.G. ont un salaire honorable mais ne font rien pour améliorer concrètement la situation des plus jeunes⁸. En effet, si ces éducateurs se montrent très discrets sur le terrain, ils réalisent des rondes journalières notamment en fin de matinée et au milieu de l'après-midi pour garder le contact avec les jeunes qui fréquentent assidûment l'espace public local. Le

⁵ M. KOKOREFF, " Faire du business dans les quartiers. Éléments sur les transformations socio-historiques de l'économie des stupéfiants en milieux populaires. Le cas du département des Hauts-de-Seine ", *Déviance et Société*, 2000, 24, 4, 403-423.

⁶ Association de Prévention du quartier. Elle est arrivée dans le quartier étudié au début des années 1990. Dotée d'un budget important, cette structure a pour tâche de réguler les rapports sociaux des jeunes du quartier en contribuant d'une certaine manière à la paix sociale.

⁷ M. MESSU, *La société protectrice, le cas des banlieues*, Paris, CNRS édition, 1997.

⁸ Ces éducateurs bénéficient d'un statut particulier. Le salaire est relativement important et se situe dans une fourchette pour l'A.P.G. entre dix mille francs et dix-huit mille francs. Le budget annuel de l'association est relativement important avec deux millions deux cents mille francs en moyenne.

public visé s’amuse, en général, de cette situation et les interactions entre les jeunes et les éducateurs débutent souvent sur une forme de politesse et débouchent sur des plaisanteries sur la vocation même de ces éducateurs en leur présence. Les plus jeunes appellent les éducateurs par leurs prénoms comme dans l’exemple interactif entre un éducateur de cette association et un jeune.

“ Alors, Jean-do, tu comptes combien on est ? (rire des jeunes.) Tiens, goûte le teuchi comme ça sur ton rapport, tu pourras préciser ! (rire.) ” (22 ans, parents d’origine algérienne, étudiant en DEUG, fumeur de cannabis, fréquentent souvent l’espace résidentiel).

Les éducateurs ne s’attardent pas sur ces propos et s’efforcent de rester polis et courtois pour conserver un contact avec une clientèle jugée difficile. Les rumeurs spécifiques sur l’A.P.G. ont provoqué un certain nombre de spéculations après le cambriolage de son local en 1998.

“ Je connais les mecs qui l’ont cambriolé. Ils ont tout pris, les ordinateurs, les téléphones, c’est des vrais sauvages ! (rire.) Ils ont fouillé les armoires, ils ont trouvé des fiches sur des mecs avec des commentaires dessus ! C’est pas un truc de fou, ça ! Moi, en tout cas, je ne vais plus chez eux, ils t’observent ! ” (20 ans, parents d’origine marocaine, étudiant en DEUG, distant avec les jeunes du quartier).

Ces propos liés à une expérience rapportée par d’autres jeunes du même âge se trouvent pour ainsi dire confirmés localement par les déclarations d’un ancien “ client ” de l’Association de prévention.

“ T’as vu des fois, on allait à l’A.P.G. pour aller taper un C.V. Donc t’as vu ils nous laissent un ordinateur pour qu’on puisse travailler ! Mais là, bon t’as vu j’aime bien regarder. Au moment donné, je suis tombé sur un fichier bizarre qui parlait de l’état de la cité jardin. Y’avait marqué j’sais pas moi, cour balayée, présence de jeunes relativement calme qui font probablement du trafic ... Je me suis dit, c’est quoi ce truc de fou, là ! ” (22 ans, parents d’origine algérienne, sans diplôme, trafiquant de cannabis, fait aussi des missions en intérim).

En revanche, la classe d’âge précédente marque de profondes distances avec l’association de quartier. Ces jeunes-là n’ont d’ailleurs jamais été clients de près ou de loin par quelques demandes que ce soit envers l’association. Et pourtant ce sont eux qui se sont vus les premiers abordés par les éducateurs lors de l’installation de l’association dans les années 1990. Les travailleurs sociaux venaient déjeuner le midi ou boire un café en milieu d’après-midi dans le café fréquenté par ces jeunes. Cependant, le rapport à la communication n’allait que dans un seul sens ; les jeunes restèrent distants aux approches sympathisantes des éducateurs. La mise à distance de cette institution se manifeste par une vision tout aussi négative :

“ Nous, ici, on est malin. On a capté leurs manèges, vite fait. Ils ont fait copain, copain ! Tu sais c’est une technique d’approche mais personne ne s’est laissé prendre au jeu. Ils posent plein de questions sur tes activités, ta famille, tes potes. Moi, là deuxième fois je ne les ai plus calculés, j’ai pris mes distances. Tu sais des fois, ils organisent des séjours avec des jeunes. Il y a cinq jeunes pour sept animateurs. Ils nous prennent pour des cons ou quoi ? Comme ça, ils suivent les jeunes de très près pendant le temps du séjour en leur posant des questions, en faisant des fiches détaillées sur son comportement. Et en plus, ils ont des gros budgets ! Alors qu’est-ce que ça veut dire ? Ben , à mon sens, c’est qu’ils nous observent, on est des cobayes, ils testent nos réactions et ils prennent la température. Ca bosse avec les R.G... ” (28 ans,

parents d'origine algérienne, bagagiste à Air France, sans diplôme, ancien militant déçu par la municipalité communiste et le travail associatif).

Les appréciations sur les éducateurs de l'Association de Prévention restent fortement critiques quant au bien fondé même des objectifs de l'association. Pour les trentenaires, ils servent une cause " idéologique " pernicieuse à leur encontre. Ces propos témoignent que le jeune interrogé se sent fortement épié, surveillé par des professionnels assermentés par l'État et qui ont des budgets conséquents pour s'occuper d'eux. Pour ce jeune, la vision inquiète des institutions apparaît comme une évidence. La position particulière des éducateurs de l'A.P.G. qui ont un statut de la convention 66 montre une fois de plus l'ambiguïté des politiques publiques locales.

“ Tu sais quand tu vois un mec que tu ne connais pas même si t'as joué au baby, t'as bu un thé avec lui mais qui te pose des questions personnelles, tu trouves ça louche ! En plus il me posait des questions sur les mecs, si lui il faisait du business et sur celui qui faisait la prière, moi, j'ai stoppé là ! après ça été vite un bonjour - au revoir, tu vois. En tout cas, ils ont compris puisqu'ils ne viennent plus au café ! Ils sont malins, ils voulaient nous la faire ! ” (29 ans, parents d'origine marocaine, sans diplôme, fumeur de cannabis, à la recherche d'un emploi).

Le rapport développé par les éducateurs démarre sur une base amicale mais se voit mis en échec par la méfiance généralisée. La confirmation que le rôle essentiel de la prévention consiste à observer ce qui se passe et à agir le cas échéant, m'a été faite par le vice-président de la structure lui-même qui est aussi un jeune de la cité.

“ On travaille en partenariat avec beaucoup de groupes. Déjà avec le tissu informel associatif mais aussi avec le commissariat de Gennevilliers mais aussi les services de préfectures. ” (d'origine algérienne, 33 ans, travailleur social, ancien militant pour le quartier).

La mise en place d'une telle structure a-t-elle pour objectif de surveiller ces jeunes qui n'ont plus de devenir ouvrier ? Les plus âgés pensent que l'A.P.G est une antenne officieuse des renseignements généraux. Ainsi, pour eux, les nouvelles politiques préventives se doivent de réguler les comportements sociaux et d'anticiper les possibilités de danger que peuvent occasionner des individus distants de ce qu'il est convenu d'appeler des " normes ". Elles correspondent à une nouvelle gestion des risques à travers le comportementalisme et le psychologisme⁹. Pour les trentenaires, la présence de ces éducateurs est perçue comme une menace et une mise en cause de leur présence dans les halls voire dans l'espace public tout simplement. Ainsi, pour les trentenaires, l'éducateur symbolise la présence de la société, juge sous couvert d'idéologie républicaine et répressive¹⁰ alors que pour la cohorte suivante, il est perçu comme un profiteuse et un opportuniste qui reste caché dans son bureau, payer à boire des cafés.

III / La perception des éducateurs en 2005

Inutile de revenir sur les émeutes qui ont secoué le pays cet automne. Pourtant, la perception des éducateurs par ces jeunes à mi-chemin entre " théorie du complot " et " paranoïa aiguë "

⁹ R. CASTEL, *La gestion des risques, de l'anti-psychiatrie à l'après-psychanalyse*, Paris, Minuit, 1981.

¹⁰ M. FOUCAULT, *Surveiller et punir, naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975.

laissent perplexes un certain nombre de professionnels rencontrés plus tard¹¹. Mais derrière cette vision inquiète des interventions publiques se cache un profond sentiment d'injustice et d'inégalité chez ces jeunes qu'ils soit diplômés, salariés, délinquants, dans une situation d'échec ou de galère. La génération des trentenaires encore présents à l'époque de l'enquête à la fin des années 1990 a progressivement quitté les lieux avec l'entrée définitive dans le marché du travail ou par le mariage. Les jeunes qui avaient la vingtaine à l'époque approchent la trentaine aujourd'hui. Et les adolescents d'alors forment aujourd'hui la nouvelle cohorte de "jeunes de 20 ans". Dernière classe d'âge d'une portée générationnelle dont les frères aînés approchent la quarantaine, ces jeunes se révèlent plus entreprenants mais aussi plus agressifs envers les institutions en général. L'héritage collectif local est d'ailleurs d'une importance capitale dans les transmissions culturelles entre "grands frères" et frères cadets. Et l'association de Prévention a elle-même renouvelé ses effectifs avec des éducateurs issus des universités (Paris 8 et Paris 13) et aussi mieux formés. Mais il semblerait que ces jeunes éducateurs paient les frais d'une agressivité constante chez les jeunes aujourd'hui (souvent diplômés et pas forcément délinquants). Ces jeunes qui entreprennent des études ou qui souhaitent participer au réseau associatif local se trouvent d'emblée écartés par les institutions locales. Mais à la différence de leurs aînés quelques années plus tôt qui s'éloignaient de ce type d'association jugée suspecte, ces jeunes sont en confrontation directe avec la directrice et les éducateurs qui ont de plus en plus de mal à se rendre sur le terrain. Et pour le dire ainsi, mon article écrit il y a quelques années sur les relations entre jeunes et éducateurs à la fin des années 1990 sert d'étendard, voire de modèle "critique" pour ces jeunes en quête de légitimité et de reconnaissance dans leur propres quartiers¹². Cette situation n'est alors pas sans poser de problème au niveau de l'action sociale sur ce territoire, banlieue populaire où la violence est absente, le trafic de drogue a quasiment disparu et où la réussite scolaire est bien réelle. Il s'agit d'une confrontation dès lors où la violence symbolique se retourne contre les institutions qui étaient, sans arborer le vêtement marxiste, de quadriller un territoire perdu de la République voici 20 ans. Et lorsque je demande à un jeune pourquoi il se balade avec mon article dans son sac en rentrant du lycée :

" Ils me dégoûtent. Ils se sont moqués de mon frère, de nos parents mais moi je connais mes droits. J'ai monté une assoc' pour le club de foot et eux ils nous mettent des bâtons dans les roues ! Ils veulent maintenant qu'on se fédère avec le club municipal ! L'association de Prév' s'est des feignants ou ils nous aident, ou ils dégagent ! (21 ans, originaire d'une famille algérienne, étudiant en B.T.S. Tourisme)

Il semblerait que ces jeunes veuillent prendre leur destin en main. Ils se moquent des professionnels – des travailleurs sociaux d'une manière générale – et n'accordent du crédit qu'au pragmatisme et au concret.

" Ils viennent à deux pour te poser des questions. Ton article je l'ai lu vite fait t'as vu mais je leur demande alors c'est pour quand le rapport pour les R.G. Et les policiers ils sont où ? T'es venu avec un car de flics pour venir me voir ou quoi ! Alors je leur fous les boules tu vois

¹¹ Les rapports entre jeunes et éducateurs a fait l'objet d'un article É. MARLIÈRE, "Dispositifs de discipline et logiques de résistance. L'intervention sociale vue par les jeunes d'une cité H.L.M. de Gennevilliers (92)", *Le Passant Ordinaire*, n°44, pp. 33-36.

¹² Mon article publié dans le *Passant Ordinaire* est disponible sur Internet. Il suffit de taper mon nom sur Google pour le voir apparaître puis cliquer sur la rubrique pour l'obtenir en intégralité. Ceci m'a valu des ennuis tout d'abord avec la directrice de l'association qui a menacé de porter plainte contre moi. Puis de fil en aiguille, et par oui-dire, les jeunes se sont appropriés l'article et viennent "narguer" les éducateurs sur leur lieu de travail. Le résultat s'est traduit par des arrêts de travail chez certains éducateurs, par des pressions sur ma personne de la part de la direction et l'envie de démissionner pour la directrice de l'association présente depuis le début.

parce que nous on sait ce qu'ils ont derrière la tête et surtout qu'ils sont bien payés pour nous surveiller t'as vu ? ” (20 ans, intérimaire, ancien délinquant, issu d'une famille algérienne)

Ces propos rappellent ceux de la génération précédente mais la pression psychologique se fait de manière plus insistante voire très arrogante chez ces jeunes. Dans ce quartier aujourd'hui très calme¹³, il apparaîtrait que la rupture entre jeunes et institutions soit entamée et consommée d'une manière définitive. À la déception affichée par la génération précédente à la fin des années 1990 s'est substituée le cynisme et la provocation. La violence des mots remplace la violence physique mais cette forme de “ cruauté rhétorique ”¹⁴ si l'on peut dire désarçonne voire ébranle une institution qui ne peut faire face à vingt ans de crise sociale et identitaire où l'action sociale se limite à faire de la prévention sans avoir les moyens de réaliser l'insertion professionnelle. Car les jeunes en voie de réussite scolaire ou les plus enclins à s'en sortir réussissent finalement par eux-mêmes. Et pour les autres, les délinquants et surtout les “ galériens ” les réelles possibilités de réussite sociale ne passera pas automatiquement par l'association de Prévention car l'insertion professionnelle et sociale est de plus en plus difficile et aléatoire. Ce qui a fait dire à Ph. Robert il y a déjà plus de quinze ans que l'insertion professionnelle est le seul outil des institutions de prévention et en cette période de rareté de l'emploi¹⁵ notamment chez les “ jeunes de cité ”, l'association de prévention se révèle totalement inefficace aux yeux de ces jeunes en quête de réussite économique et sociale.

Conclusion

L'objectif de ma participation à ce colloque est à la fois l'appréhension de la question des appartenances, des mobilisations et des résistances intrinsèques à celles des “ luttes des classes ” mais également la compréhension des “ problématiques nouvelles ” où le passé récent associé à la “ culture de rue ” et la place nouvelle du religieux dans les restructurations identitaires ne sont pas négligeables dans la construction des rapports de ces jeunes vis-à-vis des institutions. Ainsi, le territoire y serait appréhendé comme support de ces manifestations symboliques et culturelles qu'ils véhiculent. Et cette approche par le local notamment dans la perception des populations juvéniles ciblées par l'action sociale qu'est la prévention nous paraît d'une importance capitale pour comprendre les enjeux qui opposent les “ jeunes de cité ” et les institutions. Il faut préciser que dans ce quartier, il n'y a pas eu d'émeutes ni d'insurrections et que les jeunes connaissent un taux de réussite scolaire non négligeable¹⁶. Ceci est essentiel alors pour comprendre qu'une rupture symbolique s'est opérée entre ces jeunes quelque soit l'âge, le statut ou le diplôme et des institutions locales de plus en plus décrédibilisées. Il est alors indispensable de prendre la mesure de ce qui pourrait causer des scissions irrémédiables entre une frange des “ couches populaires ” et des institutions républicaines où les logiques d'action se trouvent brouillées par le libéralisme, la compétition, les enjeux électoraux, les querelles de professionnels et l'incapacité de faire face à une conjoncture qui a fragilisé une partie des classes populaires.

¹³ Au regard d'autres villes et d'autres grands ensembles.

¹⁴ Lorsqu'un éducateur se rend dans les lieux fréquentés par les jeunes, les “ vanes ” circulent sur sa présence et sa compétence. Ce qui dissuade davantage les plus sérieux d'entre eux à tenter une réelle action envers les jeunes les plus en difficulté puisqu'ils sont paradoxalement provoqués par ceux qui ont plus d'atouts et de capital scolaire et culturel.

¹⁵ Ph. ROBERT, “ Les chercheurs face aux politiques de prévention ”, Ph. ROBERT (eds), *Les politiques de prévention de la délinquance à l'aune de la recherche*, Paris, L'Harmattan, 1990, pp. 13-27.

¹⁶ É. MARLIÈRE, *Jeunes en cité. op.cit.* Lire les chapitres sur les “ invisibles ”, les “ musulmans pratiquants ” et les jeunes issus de l'immigration marocaine qui ont fait des études supérieures voire les Grandes écoles (pour les “ invisibles”).

BIBLIOGRAPHIE

- F. BAILLEAU, N.LEFAUCHEUR, V.PEYRE (éds)., *Lectures sociologiques du travail social*, Paris, Les éditions ouvrières, 1985.
- S. BOUJUT, « Le travail social comme relation de service ou la gestion des émotions comme compétence professionnelle », *Déviance et société*, 2005, 29, 2, pp.141-153.
- R. CASTEL, *La gestion des risques, de l'anti-psychiatrie à l'après-psychanalyse*, Paris, Minuit, 1981.
- M. FOUCAULT, *Surveiller et punir, naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975.
- J. ION, J.P. TRICART, *Les travailleurs sociaux*, Paris, La découverte, 1998.
- M. KOKOREFF., « Faire du business dans les quartiers. Eléments sur les transformations socio-historiques de l'économie des stupéfiants en milieux populaires. Le cas du département des Hauts-de-Seine », *Déviance et Société*, 2000, 24, 4, 403-423.
- E. MARLIERE, «Dispositifs de discipline et logiques de résistance. L'intervention sociale vue par les jeunes d'une cité H.L.M. de Gennevilliers (92) », *Le Passant Ordinaire*, n°44, pp. 33-36.
- E. MARLIERE, *Jeunes en cité. Diversité des trajectoires ou destin commun ?*, Paris, L'Harmattan, 2005.
- M. MESSU, *La société protectrice, le cas des banlieues*, Paris, CNRS édition, 1997.
- P. ROBERT, « Les chercheurs face aux politiques de prévention », P. ROBERT (éds), *Les politiques de prévention de la délinquance à l'aune de la recherche*, Paris, L'Harmattan, 1990, pp. 13-27.
- J. VERDES-LEROUX, *Le travail social*, Paris, Minuit, 1978.